



Par courriel : [psepolicy@ontario.ca](mailto:psepolicy@ontario.ca)

Le 18 juillet 2019

Nancy Mudrinic  
Sous-ministre adjointe  
Division de l'éducation postsecondaire  
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités

Chère Mme Mudrinic,

Je vous écris au nom de l'Association des professeur.e.s de l'Université d'Ottawa (APUO), le syndicat représentant les 1 311 professeur.e.s et bibliothécaires à temps plein de notre établissement, pour vous faire part de vives préoccupations concernant votre consultation sur les revenus de retraite de nos membres. Comme c'est le cas pour de nombreuses autres associations de personnel académique dans la province, nous ne considérons pas cette consultation comme un effort sincère visant à favoriser le renouvellement du corps professoral et la pérennité du secteur de l'éducation postsecondaire. Il est clair pour l'APUO que cette consultation s'inscrit dans une attaque plus large contre les travailleurs.euses du secteur public et leur droit à la négociation collective et à des conditions de travail justes et équitables.

Cette consultation fait suite à l'adoption d'un addendum au projet de loi budgétaire, qui accorde au ministre de la Formation et des Collèges et Universités le pouvoir de contrevenir aux conventions collectives et de réduire, y compris à zéro, la rémunération des professeur.e.s qui travaillent tout en recevant leurs prestations de retraite. L'APUO est consternée par cette mesure législative et la considère comme une tentative de vol de l'argent durement gagné par nos membres touchant des prestations de retraite, ainsi que comme une forme manifeste de discrimination fondée sur l'âge. L'APUO ne participera pas à des discussions qui visent à éroder nos droits à la négociation collective et qui vont à l'encontre des meilleurs intérêts de nos membres et de l'ensemble du secteur de l'éducation postsecondaire en Ontario.

Nous faisons écho aux préoccupations et aux questions soulevées par l'Union des Associations des Professeur.e.s des Universités de l'Ontario (UAPUO) énumérées dans sa lettre du 10 juillet, que nous ajoutons en pièce jointe au présent courriel à titre de référence. Bien que l'APUO soit favorable à un dialogue constructif sur le renouvellement du corps professoral, nous ne sommes pas intéressés à participer à une consultation fallacieuse qui pourrait avoir des répercussions négatives sur nos membres et l'ensemble du secteur de l'éducation postsecondaire en Ontario.

Sincèrement,

Dimitri Karmis  
Président  
Association des professeur.e.s de l'Université d'Ottawa